

Enquête des besoins NTIC

Septembre / Octobre 2011

Etats des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans les collectivités ariègeoises

Collectivité :

Nombre d'agents :

Nom de la personne à contacter dans le domaine des NTIC :

Adresse mail :



A retourner au Centre de Gestion avant le 31 Octobre 2011



Vous pouvez répondre à l'enquête directement sur notre site www.cdg09.fr



**CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION
PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'ARIEGE**

4 Av. Raoul Lafayette – Montgauzy - 09000 FOIX / Tél. : 05 34 09 32 40 Fax : 05 34 09 30 88
cdg@cdg09.fr / www.maisondescommunes-ariège.fr / www.cdg09.fr

Web Public Local (Communal et Intercommunal)

*Contexte : Etat des lieux quantitatif et qualitatif des sites internet des collectivités dans le département**

| Génération | Web Public Communal | Web Public Intercommunal |
|------------|---|--|
| 1 | Site "vitrine" ou "vitrine enrichie". Présentation de la commune sur le web. Contenus statiques. | Site communautaire "vitrine promotionnelle" ou orienté « contenus ». Assure une promotion statique. |
| 2 | Site dynamique d'actualités. Actualité complète et accès permanent à l'information publique locale. Stade de développement « informationnel » | Orienté "contenus de services". Facilite les échanges entre l'administration et les Internaute-citoyens. |
| 3 | Portail local administratif et citoyen. Fluidifie les échanges entre l'administration communale et les usagers des services publics. Guichet administratif local. | Portail intercommunal mutualisé/services interactifs. Télé-procédures et télé-services. |

En 2010 dans le département, 18% des communes (61 sur 304) avaient un site Internet, mais seulement 28 étaient de qualité (génération 2 et 3).

Pour les intercommunalités, 52% (soit 11 sites) ont un site internet. Ces contenus sont denses notamment concernant la présentation de la structure et de ses communes membres ; mais aussi sur certaines thématiques telles que l'environnement, l'économie, le tourisme... On peut déplorer cependant le peu de fonctionnalités associées. Toutefois, les sites intercommunaux ne s'inscrivent pas dans une démarche liée aux télé-services : 96% d'entre eux n'en proposent pas.

Le centre de Gestion envisage donc de créer un service à l'échelle départementale capable de créer un site de qualité pour les collectivités et d'accompagner les agents dans la prise en main des outils d'administration. Egalement, il est étudié la possibilité de mettre à disposition une personne ressource capable d'accompagner les collectivités dans la conduite de projet Web (Intranet, Extranet, site Internet collaboratif...).

*Sources : *Les collectivités et Internet* (Ardesi/mfDocumentation) - Etude sur l'e-administration. Octobre 2010.



Questions

- Votre collectivité dispose-t-elle d'un site internet ?

Oui Non

Si oui, veuillez indiquer l'adresse de votre site

(URL) :

- L'avez-vous développé en :

Interne Externe : le cas échéant, quel est le prestataire :

.....

- Votre collectivité est-elle intéressée par la création d'un site internet correspondant au moins au site de 2^{ème} génération (cf. tableau):

Oui Non

Si oui, votre collectivité envisage-t-elle de le réaliser (plusieurs réponses possibles) :

- Seule, avec ses moyens internes
- Seule, avec un prestataire extérieur
- Dans un cadre intercommunal
- Dans un autre cadre (à préciser):
- Dans le cadre départemental (CDG09)

- Dans le cas où votre collectivité souhaite réaliser un site Internet seule, souhaiteriez-vous un accompagnement dans la conduite de projet ?

Oui Non

- Votre collectivité est – elle porteuse d'un projet dans ce domaine ?

Oui Non

Précisez, le cas échéant (état du projet, personne responsable, collectivités concernées,...) :



Correspondant Informatique et Liberté (CIL)

Contexte

Les collectivités locales ont recours à de nombreux traitements informatiques pour mener à bien les missions dont elles ont la charge. Ces traitements comportent notamment des données personnelles relatives aux administrés ou aux agents dont le maire ou le président de la collectivité doit garantir la sécurité. Nommer un correspondant informatique et liberté permet entre autre de :

- Réduire le risque juridique : le Correspondant Informatique et Libertés garantit que votre entreprise est conforme à la loi « informatique et libertés » ce qui permet de limiter des risques juridiques, certains manquements à la loi du 6 janvier 1978 étant pénalement sanctionnés. Le CIL s'assure que l'informatique de l'organisation se développera sans préjudice pour les droits des usagers, des clients et des salariés.
- L'allègement des formalités : Désigner un Correspondant Informatique et Libertés permet d'alléger considérablement les formalités car seuls les traitements soumis à autorisation ou avis préalable de la CNIL devront continuer à être déclarés. Les autres traitements seront simplement référencés dans une liste tenue par le correspondant.

Le Centre de Gestion souhaite donc évaluer le degré d'information des collectivités sur la Loi « Informatique & libertés ». Il souhaite aussi évaluer l'opportunité de mutualiser un poste de correspondant CIL qui sera chargé de tenir la liste des traitements à jour et d'apporter les conseils et recommandations afin que les collectivités soit conformes à la loi.

Questions

- Votre collectivité dispose-t-elle d'une information suffisante ?
 Oui Non
- Votre collectivité est-elle en conformité avec la loi « informatique & liberté » sur les points suivants:
 - la déclaration des fichiers nominatifs
 - l'affichage des mentions légales dans les lieux de recueils d'informations
- Votre collectivité dispose d'un CIL ?
 Oui Non
- Si votre collectivité dispose d'un CIL est-il :
 Interne Externe

Quel est son nom :
Quel est son coût, si externe à la collectivité :
- Votre collectivité est-elle intéressée par (plusieurs choix possible) :



- La mise en place d'un dispositif d'information et de conseil concernant la loi informatique et liberté
 - La création d'un réseau de CIL
 - La nomination d'un CIL
- Si votre collectivité est intéressée par la nomination d'un CIL, envisage-t-elle de le faire :
 - Seule avec ses moyens internes
 - Seule avec un prestataire extérieur
 - Dans un cadre intercommunal
 - Dans un cadre départementale (CDG par exemple,...)
 - Dans un autre cadre (préciser) :
 - Votre collectivité est – elle porteuse d'un projet dans ce domaine ?
 - Oui Non

Précisez, le cas échéant (état du projet, personne responsable, collectivités concernées,...) :



Sécurité des systèmes d'information

Constat

Le développement des usages du numérique rend la sécurité des systèmes d'information accidentelle ou délibérée sur les éléments de vos systèmes d'information (matériels, logiciels, réseaux, organisations, personnels, locaux).

Un des objectifs de cette enquête est donc d'évaluer la pertinence de mettre en place des audits de sécurité. Ces audits prendraient la forme de visites de sites préventives organisées à périodicité régulière, afin de diagnostiquer l'existant et de proposer des solutions d'amélioration des conditions de sécurité.

D'autre part, la sauvegarde des données numériques et leur restitution en cas de sinistre (erreur de manipulation, malveillance, incendie,...) devient un enjeu central. Les sauvegardes réalisées en interne sur divers supports (disquettes, CD, DVD, ...) ne représentent plus aujourd'hui une garantie suffisante, notamment pour les bases de données de gestion administratives issues des logiciels métiers (gestion financière, gestion du personnel, gestion des administrés,...). Mutualiser la mise en œuvre d'une plateforme de sauvegarde externalisée (sur un serveur Internet sécurisé) est le moyen le plus sûr de conservation de ces données. Le centre de gestion souhaite étudier la possibilité de porter un projet de mutualisation de plateforme de sauvegarde.

Questions

- Votre collectivité dispose-t-elle des dispositifs de sécurités suivant :

| Sécurité | Solutions | Oui | Non | Editeur | Logiciel | Coût |
|------------------|--------------------|-----|-----|---------|----------|------|
| Physique | Local informatique | | | | | |
| | Alarme | | | | | |
| Electrique | Onduleur | | | | | |
| | Parafoudre | | | | | |
| Accès au réseau | Droit d'accès | | | | | |
| Accès à Internet | Antivirus | | | | | |
| | Anti spam | | | | | |
| | Pare-feu | | | | | |

- Votre collectivité dispose-t-elle d'outils de sauvegarde de données

| Type de données | Support de sauvegarde | | | Stockage des supports | | Sauvegarde automatique | |
|---|-----------------------|--------|-------------|-----------------------|---------|------------------------|-----|
| | Type | Nombre | Périodicité | Interne | Externe | Oui | Non |
| Base de données des logiciels de gestion (Comptabilité, RH,...) | | | | | | | |
| Fichiers bureautiques (Office, OpenOffice,...) | | | | | | | |
| Messages électroniques | | | | | | | |
| Fichiers issus des dématérialisations | | | | | | | |
| Autres : | | | | | | | |

- Votre collectivité est-elle intéressé par :
 - La réalisation d'audit de sécurité de ses équipements et logiciels informatiques ?
 - Oui Non
 - L'accès à une plateforme de sauvegarde externalisée pour les données suivantes :
 - Bases de données des logiciels de gestions : Oui Non
 - Fichiers de bureautiques : Oui Non
 - Messages électronique : Oui Non
 - Fichiers issues des dématérialisations : Oui Non
 - Autres à préciser :

- Si votre collectivité envisage d'agir sur la sécurité de son système d'information, elle le fera:
 - Seule, avec ses moyens internes
 - Seule, avec un prestataire extérieur



- Dans un cadre intercommunal
- Dans un autre cadre (à préciser):
- Dans un cadre départemental (CDG09)

- Votre collectivité est – elle porteuse d'un projet dans ce domaine ?

- Oui Non

Précisez, le cas échéant (état du projet, personne responsable, collectivités concernées,...) :



Dématérialisation

Constat

Aujourd'hui 64 collectivités territoriales du département de l'Ariège ont signé une convention avec le préfet de l'Ariège afin de procéder à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité. 2 243 actes ont été télétransmis en 2009 et 3 837 actes en 2010. Pour compléter ce constat, le Centre de gestion souhaite approfondir et mieux cerner la situation des collectivités du département vis-à-vis de la dématérialisation des procédures. Le Centre de Gestion pourra ainsi évaluer le besoin d'accompagnement et étudier la mise en œuvre d'une plateforme de télétransmission par un tiers de confiance.

Questions

- Votre collectivité dispose-t-elle d'une information suffisante sur la dématérialisation des échanges avec l'état (contrôle de légalité, trésorerie générale, INSEE).

Oui Non

- Votre collectivité souhaite-t-elle être conseillé par les aspects légaux et techniques de la dématérialisation de ces échanges:

Oui Non

- Votre collectivité met-elle en œuvre les dématérialisations suivantes :

| Thèmes | Domaines | Oui | Non | Solution | Prestataire | Coût | |
|----------------------|----------------------------------|-----|-----|----------|-------------|---------|--------|
| | | | | | | Initial | annuel |
| Marchés publics | Publicité | | | | | | |
| | Réponse électronique | | | | | | |
| Contrôle de légalité | Actes (délibérations et arrêtés) | | | | | | |
| | Marchés publics | | | | | | |
| Finances publiques | Titres et mandats | | | | | | |
| | Budgets | | | | | | |
| | Payes (pièces justificatives) | | | | | | |
| | Bulletins de paye | | | | | | |
| INSEE | Liste électorale | | | | | | |
| | Etat civil | | | | | | |
| Autres (à préciser) | | | | | | | |

- Votre collectivité fait-elle appel à un prestataire, tiers de télétransmission (prestataire assurant l'identification et le transfert d'informations entre la collectivité et les services de l'état) :



Oui Non

Si oui, veuillez préciser :

Son Nom : Son coût annuel :

- Votre collectivité est-elle intéressée par la dématérialisation des échanges suivants :

| Thèmes | Domaines | Oui | Non |
|----------------------|----------------------------------|-----|-----|
| Marchés publics | Publicité | | |
| | Réponse électronique | | |
| Contrôle de légalité | Actes (délibérations et arrêtés) | | |
| | Marchés publics | | |
| Finances publiques | Titres et mandats | | |
| | Budgets | | |
| | Payes (pièces justificatives) | | |
| | Bulletins de paye | | |
| INSEE | Liste électorale | | |
| | Etat civil | | |
| Autres (à préciser) | | | |

- Votre collectivité est-elle intéressée par la mise en place d'une plateforme de télétransmission :

| | Oui | Non |
|---------------------------------|-----|-----|
| Pour les marchés publics | | |
| Pour le contrôle de la légalité | | |
| Des pièces comptables | | |

- Si votre collectivité envisage de mettre en œuvre ces dématérialisations, le fera-t-elle :

- Seule, avec ses moyens internes
- Seule, avec un prestataire extérieur
- Dans un cadre intercommunal
- Dans un autre cadre (à préciser):
- Dans un cadre départemental (CDG09)

- Votre collectivité est – elle porteuse d'un projet dans ce domaine ?

Oui Non

Précisez, le cas échéant (état du projet, personne responsable, collectivités concernées,...) :



Logiciel de gestion

Le centre de gestion souhaite faire un état des lieux sur l'équipement des collectivités en logiciel de gestion (financière, ressources humaines, administrés...). Cette enquête est également l'occasion de faire le point sur le besoin de formation et/ou d'assistance des personnels sur ces logiciels métiers.

Le but étant d'évaluer le besoin d'équipement en logiciel et aussi d'étudier la possibilité de mutualiser des actions de formation et d'assistance.

Questions

- Votre collectivité est-elle équipée des logiciels de gestion suivant :

| Thèmes | Domaines | Oui | Non | Logiciel | Editeur | Coût | |
|---------------------------------|-------------------------|-----|-----|----------|---------|---------|--------|
| | | | | | | Initial | annuel |
| Gestion financière | Comptabilité | | | | | | |
| | Budget | | | | | | |
| | Immobilisation | | | | | | |
| | Dette | | | | | | |
| | Facturation | | | | | | |
| | Autres : | | | | | | |
| Gestion des ressources humaines | Paye | | | | | | |
| | Gestion des carrières | | | | | | |
| Gestion des administrés | Elections | | | | | | |
| | Population | | | | | | |
| | Etat Civil | | | | | | |
| | Autres : | | | | | | |
| Services techniques | Urbanisme | | | | | | |
| | Suivi des interventions | | | | | | |
| | Cimetière | | | | | | |
| | Autres : | | | | | | |
| Autres (à préciser) | | | | | | | |

- Votre collectivité dispose-t-elle d'une assistance :

| Thèmes | Domaines | Oui | Non | Par l'éditeur du logiciel | | Si non, par qui (préciser) : | Coût |
|--------------------|----------------|-----|-----|---------------------------|-----|------------------------------|------|
| | | | | Oui | Non | | |
| Gestion financière | Comptabilité | | | | | | |
| | Budget | | | | | | |
| | Immobilisation | | | | | | |



| Thèmes | Domaines | Oui | Non | Par l'éditeur du logiciel | | Si non, par qui (préciser) : | Coût |
|---------------------------------|-------------------------|-----|-----|---------------------------|-----|------------------------------|------|
| | | | | Oui | Non | | |
| | Dettes | | | | | | |
| | Facturation | | | | | | |
| | Autres : | | | | | | |
| Gestion des ressources humaines | Paye | | | | | | |
| | Gestion des carrières | | | | | | |
| Gestion des administrés | Elections | | | | | | |
| | Population | | | | | | |
| | Etat Civil | | | | | | |
| | Autres : | | | | | | |
| Services techniques | Urbanisme | | | | | | |
| | Suivi des interventions | | | | | | |
| | Cimetière | | | | | | |
| | Autres : | | | | | | |
| Autres (à préciser) | | | | | | | |

- Votre collectivité envisage-t-elle de se doter et/ou de changer de solutions dans les domaines suivants :

| Thèmes | Domaines | Oui | Non |
|---------------------------------|-------------------------|-----|-----|
| Gestion financière | Comptabilité | | |
| | Budget | | |
| | Immobilisation | | |
| | Dettes | | |
| | Facturation | | |
| | Autres : | | |
| Gestion des ressources humaines | Paye | | |
| | Gestion des carrières | | |
| Gestion des administrés | Elections | | |
| | Population | | |
| | Etat Civil | | |
| | Autres : | | |
| Services techniques | Urbanisme | | |
| | Suivi des interventions | | |
| | Cimetière | | |
| | Autres : | | |
| Autres (à préciser) | | | |



- Si votre collectivité est intéressée pour se doter et/ou de changer de solutions, envisage-t-elle de le faire :
 - Seule avec ses moyens internes
 - Seule avec un prestataire extérieur
 - Dans un cadre intercommunal
 - Dans un cadre départementale (CDG par exemple,...)
 - Dans un autre cadre (préciser) :

- Votre collectivité est – elle porteuse d'un projet dans ce domaine ?
 - Oui Non

Précisez, le cas échéant (état du projet, personne responsable, collectivités concernées,...) :



Archivage électronique

Contexte

La mise en œuvre de l'administration électronique s'accompagne d'une augmentation de la production de documents numériques et pose la question de leur conservation à long terme. Avec l'essor de la dématérialisation et la substitution des documents électroniques aux originaux papiers, l'enjeu de leur archivage se révèle.

Du fait de la dématérialisation de certains documents et services administratifs (bulletins de paie, marchés publics, contrôle de légalité, titres et mandats, réponses aux administrés par courrier électronique, etc.) amorcée depuis quelques années, les collectivités sont amenées à produire de plus en plus de documents électroniques. Et la réglementation en vigueur oblige les collectivités à archiver conformément à la législation les documents qu'elles produisent : selon les articles L.212-6 et L.212-6-1 du Code du Patrimoine, les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales sont propriétaires de leurs archives et en assurent eux-mêmes la conservation et la mise en valeur. Dans l'attente du transfert des documents aux archives départementales, les communes et autres collectivités sont donc en charge d'archiver leurs documents conformément à la loi.

Toutefois, dans l'état actuel de la réglementation, l'archivage électronique légal concerne uniquement les « documents nativement électroniques ». Pour ce qui est des documents électroniques issus de la numérisation d'un original papier, la législation est sans ambiguïté : à ce jour, seule la version papier originale constitue une preuve.

Le centre de Gestion envisage de mener une étude afin de déterminer les conditions dans lesquelles pourraient être mis en œuvre une solution d'archivage électronique mutualisé (tarifs, prestations proposés,...). Aussi avant de procéder au lancement de cette étude, il convient d'évaluer le nombre de collectivités intéressées et d'identifier la nature des données (Bases de données, documents) et les volumes envisagés.

Questions

- Votre collectivité est-elle intéressée par une réunion d'information sur le thème de l'archivage électronique ?
Oui Non
- Votre collectivité dispose-t-elle de données dématérialisées à archiver (Actes, Marchés Publics,...) ?
Oui Non

Si oui, Veuillez préciser le volume et la nature de ces données (Actes, Marchés publics,):



- Votre collectivité est –elle intéressé par :
 - La création d'une plateforme d'archivage légal des données administratives ?
Oui Non
 - La numérisation des archives papier existantes ?
Oui Non
- Votre collectivité envisage-t-elle de traiter ses archives papier et électroniques ?
 - Seule, avec ses moyens internes
 - Seule, avec un prestataire extérieur
 - Dans un cadre intercommunal
 - Dans un autre cadre (à préciser):
 - Dans un cadre départemental (CDG09)
- Votre collectivité est – elle porteuse d'un projet dans ce domaine ?
Oui Non

Précisez, le cas échéant (état du projet, personne responsable, collectivités concernées,...) :

